

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 1300

[C – 2010/29217]

4 MARS 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII

Rapport au Gouvernement

1. Exposé des motifs

La réglementation régissant actuellement les concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur pour les agents du Ministère est actuellement d'une lecture complexe dès lors qu'elle est constituée de différents textes fédéraux tels qu'en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de principes généraux, soit le 7 mars 1992, textes modifiés par la suite pour partie par arrêtés du Gouvernement de la Communauté française.

En son avis sur le projet d'arrêté devenu l'arrêté du 8 février 2000 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents de la Communauté française, la Section de législation du Conseil d'Etat (CE) a formulé l'observation générale suivante :

« L'arrêté en projet apporte des modifications, d'une part à l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat et, d'autre part, à l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade, tels qu'ils existaient au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 6 septembre 1994 fixant les principes généraux, soit le 7 mars 1992.

Ces textes ont été modifiés par l'autorité fédérale au-delà de cette date de sorte que les textes publiés dans les codes de droit public, par exemple, ne constituent plus les versions en vigueur au 7 mars 1992.

Afin d'assurer la sécurité juridique, il serait préférable que la Communauté française prenne une réglementation autonome en cette matière, dans le respect des principes généraux consacrés par l'arrêté royal du 26 septembre 1994 précité. »

L'ensemble des règles destinées à régir la matière mérite sans conteste d'être rassemblées dans un nouveau dispositif normatif clairement identifiable par l'autorité fédérale dont l'intervention, à titre d'intermédiaire, est, pour ce qui concerne les services du Gouvernement de la Communauté française, légalement requise, le SELOR.

Le projet d'arrêté dont objet est un document établi sur la base d'une coordination de la réglementation existante à laquelle s'ajoute plusieurs dispositions du statut de 1937 qui étaient encore maintenues en vigueur par l'article 130 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement. Il présente différentes nouveautés qui sont explicitées dans le commentaire des articles ci-après.

Il a été soumis à l'avis de la section de législation du CE qui a remis un avis 46.689/2 le 23 juin 2009. Celui-ci a fait des observations formelles qui ont été intégrées dans le projet. Les observations quant au fond sont explicitées dans le commentaire des articles ci-dessous.

2. Commentaire des articles

Les articles 1 et 2 du projet délimitent le champ d'application du projet d'AGCF et précisent la portée de certains concepts repris dans le dispositif qui suit.

L'article 3 rappelle le principe de l'intervention du SELOR. Il donne aussi la possibilité au Selor de déléguer tout ou partie de l'organisation des concours d'accession aux Services de la Communauté française dans leur ensemble. Pour ce qui concerne les concours de recrutement, le texte donne la possibilité au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII de les organiser également. En cela, l'avis 46.689/2 du 23 juin 2009 du CE selon lequel il est contraire à l'article 87, § 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 de donner la possibilité au SELOR de déléguer l'organisation des concours de recrutement aux services du Gouvernement a également été suivi.

L'alinéa 5 ouvre juridiquement la porte à l'organisation de concours communs avec le Fédéral et les autres Entités fédérées.

Les deux derniers alinéas permettent, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, que le SELOR communique aux services de la Communauté française les informations transmises par les candidats à un emploi ainsi que le résultat de tout épreuve composant le programme du concours.

L'article 6 réduit le nombre d'assesseurs par jury à deux assesseurs au moins au lieu de quatre.

L'article 7 assouplit les règles de composition des jurys. Pour les grades du niveau 1, l'exigence d'un rang 10 se substitue à celle d'un rang 11 et la combinaison d'un agent de la fonction publique et d'un membre du personnel de l'enseignement cesse d'être une obligation pour devenir facultative.

Le § 3 de l'article 14 introduit la possibilité pour une personne handicapée de bénéficier d'aménagements raisonnables lors de sa participation à la sélection comparative de recrutement ou au test de sélection. Elle peut également demander à figurer dans une liste des personnes handicapées lauréates et garder le bénéfice du classement pendant 4 ans.

Les articles 15 à 17 assouplissent considérablement l'organisation des concours de recrutement.

Si le concours est généraliste, c'est-à-dire s'il a vocation à concerner l'ensemble des emplois de recrutement d'un même niveau, il peut se limiter à une seule épreuve qui a pour objet d'apprécier si le profil du candidat correspond aux exigences de la fonction globalement considérée, épreuve par ailleurs organisée selon les modalités actuelles.

Si le concours est spécifique, l'emprise de la Communauté française sur la conception du concours prend le pas.

L'observation du CE concernant la possibilité prévue par le projet d'établir 2 classements distincts selon que le lauréat a ou non une expérience de 5 ans, observation selon laquelle ledit « système risque d'être jugé contraire aux principes d'égalité de traitement et d'égale accessibilité de tous aux fonctions publiques », a été suivie. La suggestion du CE d'« organiser, si nécessaire, 2 concours distincts s'adressant, l'un aux candidats n'ayant pas une expérience, d'au moins 5 ans, et l'autre aux candidats ayant une telle expérience à condition toutefois de pouvoir justifier qu'en l'espèce cette expérience est requise pour le poste à pourvoir. » sera, s'il échet, utilisée en prévoyant dans les conditions d'admissibilité du règlement de sélection du concours la nécessité d'une expérience particulière.

L'article 19, § 2, apporte un élément de souplesse quant à lui novateur et, en pratique, potentiellement très utile. Il peut être fait appel aux seuls lauréats d'une réserve de recrutement généraliste pour constituer une réserve de recrutement spécifique et, en cette hypothèse, il peut n'être fait appel qu'à un nombre limité de ces lauréats. Concrètement, si une réserve généraliste comporte 300 lauréats, l'appel pourrait s'étendre à l'ensemble des candidats mais aussi, par exemple, se limiter aux 50 premiers. Le § 3 introduit la possibilité de faire appel aux réserves de recrutement constituées pour les autres pouvoirs.

L'article 22, § 1^{er}, prévoit l'appel aux candidats dans l'ordre de leur classement.

Le § 3, de l'article 22, prévoit une dérogation à l'appel aux lauréats dans l'ordre du classement : un entretien complémentaire avec chacun des 3 à 10 premiers lauréats utiles peut avoir lieu selon les modalités prévues par cette disposition. Suite à l'avis du CE cité supra, le SELOR est associé à cet entretien et la disposition a été rédigée de façon similaire à ce qui existe au fédéral.

S'agissant des concours d'accession, le projet reproduit la réglementation existante dans l'attente d'une réflexion à poursuivre sur cette matière.

Comme seule innovation relevante, il s'indique de mentionner l'article 30 qui retient la règle nouvelle selon laquelle une épreuve préalable peut être organisée si le nombre de candidats le justifie. Il s'agit de la transposition d'une règle déjà retenue pour les concours de recrutement.

Concernant l'observation du CE relatif à l'article 32, l'article 102 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat n'ayant plus d'intérêt à être maintenu, il a par conséquent également été abrogé.

Enfin, dans le chapitre relatif aux dispositions modificatives, l'article 33 permet de dispenser de certaines épreuves des concours d'accession au niveau supérieur les agents statutaires qui réussissent une formation transversale ou spécifique conférant un diplôme donnant accès au recrutement à un niveau supérieur.

4 MARS 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 janvier 2009;

Vu le protocole n°378 du Comité de secteur XVII, conclu le 23 février 2009;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donné le 9 février 2009;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 2 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française donné le 4 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française donné le 8 avril 2009;

Vu la demande d'avis adressée le 11 février 2009 à l'Institut de la formation en cours de carrière et l'absence d'avis de son Conseil de direction dans le délai requis de 60 jours prévu par l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 fixant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis n°46.689/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du SELOR, donné le 17 avril 2009;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux concours de recrutement et d'accèsion au niveau supérieur organisés pour les Services de la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Services de la Communauté française : les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les Organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;

2^o Selor : le Bureau de sélection de l'administration fédérale;

3^o Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions;

4^o Secrétaire général : le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française;

5^o Fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire dirigeant du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou le fonctionnaire dirigeant d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;

6^o Personnes handicapées : personnes répondant aux conditions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 décembre 2000 relatif à l'emploi de personnes handicapées dans les Services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française;

7^o L'Administrateur délégué du SELOR : l'Administrateur délégué du SELOR ou l'agent des services du SELOR auquel l'Administrateur délégué du SELOR a confié l'exercice de ses attributions.

CHAPITRE II. — *De l'organisation des concours de recrutement et des concours d'accèsion au niveau supérieur*

Art. 3. L'Administrateur délégué du SELOR organise les concours de recrutement et les concours d'accèsion au niveau supérieur.

Toutefois, l'organisation des concours d'accèsion au niveau supérieur pour les Services du Gouvernement de la Communauté française comme l'organisation des concours de recrutement et d'accèsion au niveau supérieur pour le Conseil supérieur de l'Audiovisuel et les organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII et les prérogatives que le présent arrêté attribue à ces fins à l'Administrateur délégué du SELOR, peuvent être confiées par lui, en tout ou en partie, au Secrétaire général ou aux fonctionnaires dirigeants, chacun pour ce qui concerne les services qu'il dirige.

La délégation de l'organisation d'un concours d'accèsion au niveau supérieur au Secrétaire général ou à un fonctionnaire dirigeant peut également se faire lorsque l'organisation du concours concerne à la fois les services du Ministère de la Communauté française et d'autres services relevant du Comité de secteur XVII.

L'Administrateur délégué du SELOR ne peut toutefois confier l'organisation de ces concours de recrutement ou d'accèsion au niveau supérieur au Secrétaire général ou à un fonctionnaire dirigeant que si le Ministre lui en fait la demande ou lui donne préalablement son accord.

Avec l'accord du Ministre, les concours ou certaines épreuves seulement peuvent être organisés en commun avec d'autres administrations publiques fédérales ou fédérées.

A leur demande, l'Administrateur délégué du SELOR communique aux services visés à l'article 1^{er} au profit desquels un concours de recrutement est organisé, les informations transmises par les candidats à un emploi dans les services visés à l'article 1^{er} ainsi que le résultat de toute épreuve composant le programme du concours.

Dans le cadre des appels aux candidats, Selor informe ces derniers de l'enregistrement de leurs coordonnées tant par Selor que, le cas échéant, par les services visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. § 1^{er}. L'Administrateur délégué du SELOR :

1. désigne les membres du jury;
2. détermine le délai pendant lequel les inscriptions sont recevables;
3. fixe la date et le lieu du concours;
4. arrête la liste des candidats et les convoque;
5. établit le procès-verbal fixant le classement des lauréats.

§ 2. Lorsque l'Administrateur délégué du SELOR a confié ses attributions à un fonctionnaire général en application de l'alinéa 2 de l'article 3, le procès-verbal du concours est visé par l'Administrateur délégué du SELOR pour vérification de la régularité du concours.

Le fonctionnaire général visé à l'alinéa précédent exerce, en ce cas, les mêmes prérogatives que celles visées au § 1^{er} dans la mesure de la délégation qui lui a ainsi été consentie.

Lorsque cette délégation comprend le pouvoir de désigner les membres du jury, cette désignation est toutefois soumise à l'accord de l'Administrateur délégué du SELOR.

Art. 5. L'Administrateur délégué du SELOR arrête le règlement de sélection des concours, en assure la publicité et veille à son application.

CHAPITRE III. — *Des jurys des concours de recrutement et des concours d'accèsion au niveau supérieur*

Art. 6. Les jurys pour les concours de recrutement et les concours d'accèsion au niveau supérieur comprennent :

1^o un président, qui est l'Administrateur délégué du SELOR ou un fonctionnaire général visé à l'article 3, alinéa 2 dans les hypothèses où l'Administrateur délégué du SELOR lui a délégué l'organisation du concours conformément à cette même disposition;

2^o deux assesseurs au moins.

Le président et les deux assesseurs ont voix délibérative.

Le président du jury peut désigner des assesseurs suppléants.

Art. 7. Les assesseurs et assesseurs suppléants des jurys des concours de recrutement et des concours d'accèsion au niveau supérieur sont :

1° pour les grades du niveau 1 : des agents titulaires au moins d'un grade du rang 10 en activité ou à la retraite, ou titulaires du grade de conseiller de sélection au SELOR ou des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long, en activité ou à la retraite;

2° pour les grades du niveau 2+ : des agents titulaires au moins d'un grade du rang 27 en activité ou à la retraite ou des membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur en général, en activité ou à la retraite;

3° pour les grades du niveau 2 : des agents titulaires au moins d'un grade du rang 22 en activité ou à la retraite ou des membres du personnel enseignant de l'enseignement secondaire supérieur ou de l'enseignement supérieur de type court, en activité ou à la retraite;

4° pour les grades du niveau 3 : des agents titulaires au moins d'un grade du rang 22 en activité ou à la retraite ou des membres du personnel enseignant de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire inférieur technique ou professionnel, en activité ou à la retraite.

Les assesseurs visés à l'alinéa 1 doivent appartenir soit aux services de l'Etat fédéral, des Gouvernements de Communauté et de Région, des Collèges de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française, ainsi qu'à ceux des personnes morales de droit public qui en dépendent, soit aux établissements de l'enseignement de la Communauté française ou aux établissements d'enseignement subventionnés ou reconnus par la Communauté française.

Ils doivent, en outre, pouvoir se prévaloir d'une ancienneté de service de 6 ans au moins au sein d'un ou de plusieurs de ces services ou de ces établissements.

Art. 8. Les candidats peuvent prendre connaissance, préalablement à l'organisation de l'épreuve, de la composition du jury au siège du SELOR et, le cas échéant, au siège de l'autorité à laquelle l'Administrateur délégué du SELOR a confié son pouvoir d'organisation.

Art. 9. § 1^{er}. Pour chaque concours, le président du jury peut répartir les membres de celui-ci en sections chargées des épreuves, en tenant compte des compétences particulières de ces membres. Chaque section comprend au moins deux membres du jury.

La section ne peut délibérer valablement que si le président et au moins un des membres de la section qui ont assisté à la partie de concours ou à l'épreuve sont présents.

Le président du jury établit un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Le président du jury peut subdiviser le jury ou la section désignée conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en groupes d'examineurs.

Pour procéder à l'évaluation de candidats, chaque groupe doit comporter au moins deux membres.

CHAPITRE IV. — Des concours

Section I^{re}. — Des concours en général

Art. 10. Les programmes des concours doivent permettre de vérifier si la compétence des candidats correspond au niveau du grade à conférer.

Art. 11. Tout candidat qui s'inscrit à un concours en reçoit, à sa demande, le règlement.

Art. 12. Les concours sont organisés selon une ou plusieurs des modalités suivantes : oralement, par écrit, à l'aide de questionnaires standardisés ou de manière informatisée.

Tout concours ou toute épreuve du concours peut être complété par ou consister en des épreuves psychotechniques ou par un ou plusieurs exercices pratiques.

Les épreuves psychotechniques sont organisées selon une ou plusieurs des modalités énumérées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. L'épreuve orale se déroule dans tous les cas en présence de deux assesseurs au moins ainsi qu'en présence du président du jury.

Section II. — Des concours de recrutement

Art. 14. § 1^{er}. Les concours de recrutement organisés en vue de l'attribution d'un nombre préalablement déterminé d'emplois ou de l'admission au stage d'un nombre préalablement déterminé de lauréats sont dénommés concours de recrutement avec enjeu.

Les concours de recrutement organisés en vue de la constitution d'une réserve de recrutement sont dénommés concours de recrutement avec constitution d'une réserve.

§ 2. L'Administrateur délégué du SELOR annonce chaque concours de recrutement par avis inséré au *Moniteur belge*, sur le site internet du SELOR et, en outre, par tout autre moyen de publication qu'il estime adéquat.

L'avis mentionne au moins les conditions générales et, le cas échéant, les conditions spéciales que les candidats doivent remplir afin de pouvoir être nommés ainsi que la date à laquelle les conditions doivent être remplies. S'il s'agit d'un concours de recrutement avec enjeu, il mentionne également le nombre d'emplois à conférer ou le nombre de stagiaires susceptibles d'être admis.

L'avis comporte en outre les mentions prescrites par l'article 19, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2.

§ 3. La personne handicapée peut se faire connaître à Selor lors de son inscription à un concours de recrutement. Elle peut, à cette occasion, demander à SELOR de bénéficier d'aménagements raisonnables lors de sa participation au concours de recrutement.

Pour chaque concours, il est établi, outre la liste des lauréats visée à l'article 20, § 2, du présent arrêté, une liste spécifique des personnes handicapées lauréates. Celles-ci n'y figurent qu'à leur demande.

Par dérogation à l'article 23, § 2, alinéa 1^{er}, les personnes handicapées reprises dans la liste spécifique visée à l'alinéa 2 gardent le bénéfice de leur réussite pendant 4 ans à dater de la date du procès-verbal du concours.

Le Ministre ou le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir peut, après consultation de l'Administrateur délégué du SELOR, prolonger la durée de validité d'une réserve existante par période d'un an lorsque les besoins des services le justifient.

§ 4. Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

Art. 15. Pour chaque concours, le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir informe l'Administrateur délégué du SELOR du profil de la fonction correspondant aux emplois à attribuer.

Soit la fonction est généraliste par rapport au niveau du grade à conférer soit elle est spécifique.

La fonction est généraliste si le concours est ouvert à tous les candidats répondant aux conditions minimales requises pour être recrutés au niveau considéré.

La fonction est spécifique si elle exige des compétences ou qualifications particulières.

Art. 16. Pour les fonctions généralistes, le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir fixe après concertation avec l'Administrateur délégué du SELOR le programme du concours de recrutement.

Sous réserve de l'application de l'article 19, § 1^{er}, les programmes des concours établis pour les fonctions généralistes comportent une épreuve unique.

La note obtenue pour l'épreuve détermine le classement.

Art. 17. § 1^{er}. Pour les fonctions spécifiques, le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir fixe après concertation avec l'Administrateur délégué du SELOR :

1° la description de fonction de l'emploi à attribuer et la qualification requise des agents à recruter;

2° le programme du concours de recrutement.

De plus, après concertation avec l'Administrateur délégué du SELOR, le Ministre ou son délégué peut :

1° imposer des conditions particulières de sélection lorsque le profil de la fonction l'exige;

2° préciser quels diplômes confèrent l'accès à la fonction spécifique pour laquelle l'épreuve est organisée;

3° imposer, pour une épreuve déterminée, des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles acquises consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par le profil de fonction.

§ 2. L'appel aux candidats peut inclure la demande de communication d'un curriculum vitae ou de renvoi d'un formulaire précisant les renseignements à fournir en rapport avec la fonction.

Art. 18. Lorsque le recrutement à des grades de même rang ou de rangs différents se fait suivant des programmes qui, pour partie, comportent des matières identiques, l'Administrateur délégué du SELOR peut organiser un concours de recrutement global comportant, d'une part, l'(les) épreuve(s) ou matières communes à tous ces grades et, d'autre part, le(s) épreuve(s) ou matières propres à chaque grade concerné.

Dans ce cas, les candidats ne doivent s'inscrire qu'une seule fois. Ils mentionnent lors de leur inscription le ou les grade(s) pour le(s)quel(s) ils concourent.

Lorsque le programme est identique pour plusieurs grades, le concours donne lieu à un classement unique. Lorsque le programme relatif à une fonction spécifique comprend, outre les matières communes, des matières propres, le concours donne lieu à un classement séparé pour ce grade.

Les lauréats figurant dans plusieurs classements ont un titre à être nommés sur la base de chacun de ces classements.

Art. 19. § 1^{er}. - En concertation avec le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir, l'Administrateur délégué du SELOR peut, après la clôture des inscriptions, lorsqu'il estime que le nombre des candidats inscrits le justifie, ajouter au programme du concours une épreuve préalable.

Cet avis mentionne la nature de l'épreuve préalable, le nombre de candidats admissibles au concours, et, le cas échéant, la matière sur laquelle portera l'épreuve préalable.

Sur base des résultats de l'épreuve préalable, le jury dresse la liste des candidats admissibles au concours.

Pour le classement des lauréats du concours, il n'est pas tenu compte des résultats obtenus à l'épreuve préalable.

Les lauréats d'un concours de recrutement antérieurement organisé par le SELOR sont dispensés de l'épreuve visée à l'alinéa 1^{er}, à la condition que l'exigence de diplôme en vertu de laquelle ils ont pu être candidats au concours dont ils sont lauréats satisfasse à l'exigence de diplôme requis pour participer au concours concerné.

§ 2. Pour les concours à organiser en application de l'article 17, le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir peut, après concertation avec l'Administrateur délégué du SELOR :

1° faire appel aux seuls lauréats d'une réserve de recrutement préalablement constituée en application de l'article 16;

2° limiter cet appel à un certain nombre d'entre eux en respectant l'ordre du classement.

§ 3. Lorsque les conditions de participation à un concours organisé par l'intermédiaire du SELOR pour compte d'autres administrations fédérales ou fédérées correspondent à celles des concours organisés pour compte de la Communauté française, le Ministre ou le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir peut faire appel, moyennant l'accord de ces autres administrations, aux lauréats des réserves de recrutement issues de ces concours.

Art. 20. § 1^{er}. L'Administrateur délégué du SELOR détermine le nombre de points attribués à l'ensemble du concours, à chacune des épreuves et à leurs subdivisions éventuelles.

Il fixe également le minimum de points qui est exigé pour l'ensemble du concours, pour chaque épreuve ou pour chaque matière déterminée ou pour chaque groupe de matières.

§ 2. Le classement final du concours est établi en fonction de la cotation ou du total des cotations.

L'Administrateur délégué du SELOR établit la liste des lauréats dans l'ordre de leur classement et en assure la publication par la voie du *Moniteur belge*, à moins que la liste ne soit notifiée à tous les candidats qui ont participé au concours.

Art. 21. § 1^{er}. Après la clôture du procès-verbal du concours de recrutement, l'Administrateur délégué du SELOR s'assure que les lauréats réunissent les conditions requises. Il déclare admis les lauréats qui y satisfont.

Dès que l'Administrateur délégué du SELOR constate, pendant un concours de recrutement, qu'un candidat ne remplit pas, ou ne pourra remplir, une des conditions générales ou spéciales d'admissibilité requises pour le grade pour lequel l'intéressé concourt, il exclut celui-ci du concours et lui notifie sa décision.

§ 2. L'Administrateur délégué du SELOR peut admettre à un concours déterminé, les étudiants qui accomplissent la dernière année d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou le certificat d'études exigé lorsque le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir, en concertation avec l'Administrateur délégué du SELOR, présume que les participants ne seront pas assez nombreux pour qu'il y ait suffisamment de candidats ou de lauréats.

Lorsqu'il est fait usage de la faculté visée à l'alinéa 1^{er}, sont également admis à ce concours, ceux qui ont satisfait à l'épreuve relative à l'avant-dernière année et qui déclarent qu'ils se présenteront devant le Jury de leur Communauté pour l'épreuve relative à la dernière année.

Les lauréats de ces concours ne peuvent toutefois faire valoir, en vue d'une nomination, le bénéfice de leur classement qu'à partir du jour où ils auront produit devant l'Administrateur délégué du SELOR, le diplôme ou certificat d'études exigé.

Art. 22. § 1^{er}. Pour chaque emploi à pourvoir par appel aux lauréats d'un concours de recrutement, il est fait appel aux lauréats dans l'ordre du classement.

§ 2. Les lauréats peuvent exprimer leur préférence pour une affectation déterminée. Cette préférence est prise en considération dans la mesure des possibilités et selon leur ordre de classement.

Les lauréats qui expriment leur préférence pour un ou plusieurs emploi(s) s'engagent à accepter celui qui leur est attribué. Ceux qui, après avoir accepté l'emploi qui leur a été attribué parmi ceux pour lesquels ils ont marqué une préférence, refusent d'entrer en fonction, sont rayés de la liste visée à l'article 20, § 2, second alinéa.

Les lauréats qui demandent, pour les raisons visées à l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, à ajourner leur entrée en fonction, perdent, en cas d'acceptation de leur demande, le bénéfice de leur rang de classement.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant peut décider qu'un entretien complémentaire avec chacun des 3 à 10 premiers lauréats disposant des compétences en adéquation avec le profil de la fonction ait lieu, et ce en présence de 3 fonctionnaires de rang 10 au moins dont un fonctionnaire du service du personnel compétent et l'Administrateur délégué du SELOR.

De l'accord de l'Administrateur délégué du SELOR, l'entretien complémentaire peut être effectué avec un plus grand nombre de candidats et/ou un choix de candidats ciblés selon le diplôme ou l'expérience acquise.

Cet entretien complémentaire conduit à un classement distinct des lauréats.

La participation à cet entretien est facultative.

Les lauréats du concours qui n'ont pas participé à l'entretien, les lauréats de cet entretien ainsi que les candidats qui ont pris part à cet entretien mais qui n'ont pas réussi, maintiennent le classement dont question au § 1^{er}.

Si le lauréat sélectionné à l'issue de cet entretien complémentaire n'est pas le candidat le mieux classé, les candidats mieux classés sont informés des motifs du choix opéré.

Art. 23. § 1^{er}. En cas de concours de recrutement avec enjeu, les lauréats sont considérés comme classés en ordre utile à concurrence de l'enjeu tel qu'il est défini à l'article 14, § 1^{er}.

Le nombre de lauréats du concours de recrutement avec enjeu peut, au maximum, être fixé au double du nombre d'emploi à pourvoir, les lauréats surnuméraires comblant, dans l'ordre du classement, les éventuels désistements des lauréats classés en ordre utile.

§ 2. Les lauréats d'un concours de recrutement avec enjeu et ceux d'un concours de recrutement avec constitution d'une réserve conservent le bénéfice de leur réussite pendant 2 ans à compter de la date du procès-verbal du concours.

Le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir peut, après consultation de l'Administrateur délégué du SELOR, prolonger la durée de validité d'une réserve existante par période d'un an lorsque les besoins des services le justifient.

§ 3. Un procès-verbal est dressé après chaque épreuve.

Section III. — Des concours d'accession au niveau supérieur

Art. 24. § 1^{er}. Les concours d'accession au niveau supérieur sont organisés à la demande du Ministre ou, s'il leur a délégué ce pouvoir, pour les grades qu'il désigne, à la demande du Secrétaire général ou d'un fonctionnaire dirigeant.

Ils ont lieu au moins tous les 2 ans pour chaque niveau.

§ 2. Les concours peuvent être organisés pour plusieurs services de la Communauté française simultanément, en tout ou en partie, lorsque le programme des épreuves le permet.

§ 3. Si un concours consiste en une épreuve générale telle que visée aux articles 28, §§ 2 et 29 et une ou plusieurs épreuves particulières telle que visée aux articles 28, § 2 et 29, les agents qui ont réussi l'épreuve générale sont, à leur demande, dispensés de cette épreuve si, par la suite, ils participent à nouveau à un ou plusieurs concours organisés pour un même grade ou un grade équivalent du même niveau.

§ 4. Les agents qui sont transférés pendant l'organisation d'un concours doivent être considérés pour le déroulement ultérieur du concours comme faisant partie du service de la Communauté française dont ils relevaient au moment de l'inscription au concours.

Art. 25. Les agents qui ont obtenu le minimum des points requis pour chaque épreuve sont déclarés lauréats.

Les lauréats conservent le bénéfice de leur réussite sans limite de temps.

Les agents transférés qui réunissent les conditions de nomination fixées dans leur nouveau service de la Communauté française conservent dans ce service le bénéfice de la réussite du concours ou de l'examen ou de l'épreuve générale dont l'organisation a eu lieu dans leur service d'origine.

Art. 26. Les lauréats sont classés selon les points obtenus.

Art. 27. § 1^{er}. - Les lauréats sont promus dans l'ordre de leur classement au grade pour lequel ils ont concouru et ils sont affectés à un emploi vacant de ce grade.

En cas d'égalité de points, la priorité est accordée au lauréat qui compte l'ancienneté la plus élevée.

Si des lauréats de concours différents sont en compétition pour la même promotion, ils sont classés suivant l'ordre de date des procès-verbaux de clôture des concours, à commencer par la date la plus ancienne, et, pour chaque concours, dans l'ordre de leur classement.

§ 2. Les agents qui ont réussi le concours avant d'être transférés ou qui ont été transférés pendant l'organisation du concours auquel ils ont satisfait, perdent pour ce concours et à l'égard des agents de leur nouveau service, la priorité qu'ils peuvent invoquer en vertu du § 1^{er}, alinéa 3; ils sont toutefois classés entre eux conformément aux dispositions du même alinéa.

Par transfert au sens de la présente section, l'on entend le passage d'un agent d'un emploi d'un des cadres du Ministère ou des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII à un emploi correspondant à son grade, sa catégorie et son groupe de qualification d'un autre de ces cadres.

Art. 28. § 1^{er}. - Les concours d'accèsion au niveau 1 consistent en un entretien au départ d'un cas pratique ayant trait à la fonction.

Pour réussir, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points. Les lauréats sont classés suivant les points obtenus.

§ 2. Pour être admis à participer aux concours visés au § 1^{er}, les candidats doivent, sous réserve des conditions fixées par leur statut, être en possession de cinq brevets :

- un brevet attestant la réussite d'une épreuve de formation générale en vue de participer à un concours d'accèsion au niveau 1. La possession de ce brevet permet la participation aux épreuves portant sur des matières déterminées;

- quatre brevets attestant la réussite aux épreuves portant sur les matières déterminées par le service de la Communauté française dont relève l'agent.

Pour obtenir un brevet, les candidats doivent obtenir au moins 60 % des points.

Le bénéfice de l'obtention d'un brevet est définitivement acquis.

§ 3. Les épreuves en vue de l'obtention de brevets permettant la participation aux concours d'accèsion au niveau 1 visés au § 1^{er} sont organisées tous les 2 ans au moins pour chaque matière.

L'entretien visé au § 1^{er} est organisé tous les 2 ans au moins et peut avoir lieu de façon indépendante par rapport aux épreuves visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 29. Les concours d'accèsion à des grades du niveau 2+ ou du niveau 2 comportent deux épreuves : une épreuve générale et une épreuve particulière.

Seuls les candidats qui ont réussi l'épreuve générale sont admis à l'épreuve particulière.

L'épreuve générale a pour but d'apprécier les aptitudes génériques des agents.

L'épreuve particulière a pour but d'apprécier : soit la formation générale du candidat, soit sa connaissance de matières déterminées, soit les aptitudes requises pour l'exercice de la fonction, soit plusieurs de ces éléments ensemble.

Art. 30. Après la clôture des inscriptions, le Ministre ou le Secrétaire général ou fonctionnaire dirigeant auquel il a délégué ce pouvoir peut, en concertation avec l'Administrateur délégué du SELOR, lorsqu'il estime que le nombre de candidats inscrits le justifie, ajouter au programme du concours une épreuve préalable. Cette éventualité est indiquée dans le règlement de sélection.

Le règlement de sélection mentionne la nature de l'épreuve préalable, le nombre de candidats admissibles au concours, et, le cas échéant, la matière sur laquelle elle portera.

Sur base des résultats de l'épreuve préalable, le jury dresse la liste des candidats admissibles au concours.

Pour le classement des lauréats du concours, il n'est pas tenu compte des résultats obtenus à l'épreuve préalable.

Les candidats qui peuvent se prévaloir de la réussite d'un concours antérieur à un emploi classé au même niveau ainsi que les agents visés à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII sont exemptés de ladite épreuve préalable.

Art. 31. Dans la mesure où les dispositions de la présente section n'y dérogent pas, les règles instituées par l'article 20 pour fixer l'organisation interne et les modalités des concours de recrutement s'appliquent également aux concours d'accèsion au niveau supérieur.

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives*

Art. 32. L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 relatif aux formations en cours de carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiodisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les agents statutaires des niveaux 2+, 2 et 3 qui réussissent une formation transversale ou spécifique conférant un diplôme donnant accès au sein de l'entité administrative dont ils relèvent au recrutement à l'emploi auquel ils postulent par accession au niveau supérieur sont dispensés à leur demande des épreuves suivantes des concours d'accession au niveau supérieur :

- des épreuves en vue de l'obtention des brevets visés à l'article 28, § 2, 2^e tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiodisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de Secteur XVII pour lesquelles ils sollicitent la dispense;

- de l'épreuve générale visée à l'article 29 du même arrêté lorsque cette épreuve a pour seul but d'apprécier la formation générale du candidat.

Pour toute épreuve dont ils sont dispensés en application de l'alinéa 1^{er}, les candidats sont réputés obtenir le pourcentage minimum de points requis pour y satisfaire.

Si un membre du personnel contractuel qui a accompli ou accomplit une formation visée à l'alinéa premier devient ensuite membre du personnel à titre statutaire il bénéficie également de la mesure visée à l'alinéa premier. »

Art. 33. A l'article 8 du même arrêté, il est ajouté une seconde phrase rédigée comme suit : « Cette condition n'est toutefois pas requise pour l'application de l'article 7. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 34. L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est abrogé.

Art. 35. Les concours de recrutement ayant fait l'objet d'un appel aux candidats avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent régis par les dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, pour l'application de l'article 19, § 2, les réserves de recrutement constituées en application de ces dispositions sont réputées constituer des réserves de recrutement constituées en application de l'article 16.

Art. 36. Les brevets obtenus sur base de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade sont réputés avoir été obtenus sur base du présent arrêté.

Art. 37. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat;

2° l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accession au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 39. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mars 2010.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 1300

[C – 2010/29217]

4 MAART 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het gecoördineerd decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 juli 1991 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleidingen tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 26 januari 2009;

Gelet op het protocol nr. 378 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 23 februari 2009;

Gelet op het advies van de Directieraad van de «Office de la Naissance et de l'Enfance», gegeven op 9 februari 2009;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 2 maart 2009;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 4 maart 2009;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gegeven op 8 april 2009;

Gelet op de aanvraag om advies gericht op 11 februari 2009 aan het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan en op het gebrek aan advies van de Directieraad binnen de gestelde termijn van 60 dagen bedoeld in artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 46.689/2 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van SELOR, gegeven op 17 april 2009;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de vergelijkende wervingsexamens en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau georganiseerd voor de diensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Diensten van de Franse Gemeenschap : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren;

2° SELOR : het Selectiebureau van de federale overheid;

3° Minister : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de Ambtenarenzaken;

4° Secretaris-generaal : de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° Leidend ambtenaar : de leidend ambtenaar van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of de leidend ambtenaar van een instelling van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteert;

6° Personen met een handicap : personen die aan de voorwaarden beantwoorden van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 december 2000 betreffende de tewerkstelling van gehandicapten in de Diensten van de Regering en in sommige instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

7° De Afgevaardigd bestuurder van SELOR : de Afgevaardigd bestuurder van SELOR of de ambtenaar van de diensten van SELOR aan wie de Afgevaardigd bestuurder van SELOR de uitoefening van zijn bevoegdheden heeft toevertrouwd.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau*

Art. 3. De Afgevaardigd bestuurder van SELOR organiseert de vergelijkende wervingsexamens en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau.

De organisatie van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren en de prerogatieven die daartoe toegekend worden door dit besluit aan de Afgevaardigd bestuurder van SELOR, kunnen evenwel door hem, geheel of gedeeltelijk, toevertrouwd worden aan de Secretaris-generaal of aan de leidende ambtenaren, ieder wat betreft de diensten die hij leidt.

De delegatie van de organisatie van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau aan de Secretaris-generaal of aan een leidend ambtenaar kan ook gebeuren wanneer de organisatie van het vergelijkend examen zowel de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap als de andere diensten die onder het Sectorcomité XVII ressorteren, betreft.

De Afgevaardigd bestuurder van SELOR kan nochtans slechts de organisatie van deze vergelijkende wervingsexamens of vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau aan de Secretaris-generaal of aan een leidend ambtenaar toevertrouwen als de Minister erom vraagt of hem voorafgaandelijk zijn toestemming verleent.

Met de toestemming van de Minister kunnen slechts de vergelijkende examens of sommige proeven gezamenlijk georganiseerd worden met andere federale of gefedereerde openbare besturen.

Op hun verzoek deelt de Afgevaardigd bestuurder van SELOR de diensten bedoeld in artikel 1 voor wie een vergelijkend wervingsexamen georganiseerd wordt, de informatie mee die bezorgd wordt door de kandidaten voor een betrekking in de diensten bedoeld in artikel 1, alsook het resultaat van elke proef waaruit het programma van het vergelijkend examen bestaat.

In het kader van de oproepen tot kandidaten licht SELOR de kandidaten in over de opname van hun persoonlijke gegevens zowel door SELOR als, in voorkomend geval, door de diensten bedoeld in artikel 1.

Art. 4. § 1. De Afgevaardigd bestuurder van SELOR :

1. wijst de leden van de examencommissie aan;
2. bepaalt de termijn waarin de inschrijvingen ontvankelijk zijn;
3. bepaalt de datum en de plaats van het vergelijkend examen;
4. stelt de lijst van de kandidaten vast en roept ze op;
5. maakt het proces-verbaal op dat de rangschikking van de geslaagde kandidaten bepaalt.

§ 2. Wanneer de Afgevaardigd bestuurder van SELOR zijn bevoegdheden aan een algemeen ambtenaar toevertrouwd heeft met toepassing van het tweede lid van artikel 3, wordt het proces-verbaal van het vergelijkend examen van een visum voorzien door de Afgevaardigd bestuurder van SELOR om de regelmatigheid van het vergelijkend examen na te kijken.

De ambtenaar-generaal bedoeld in het vorige lid oefent in dit geval dezelfde prerogatieven uit als deze bedoeld in § 1 in het kader van de delegatie die hem aldus toevertrouwd werd.

Wanneer deze delegatie de bevoegdheid inhoudt om de leden van de examencommissie aan te wijzen, wordt deze aanwijzing nochtans onderworpen aan de toestemming van de Afgevaardigd bestuurder van SELOR.

Art. 5. De Afgevaardigd bestuurder van SELOR stelt het selectiereglement van de vergelijkende examens vast en zorgt voor de bekendmaking en de toepassing ervan.

HOOFDSTUK III. — *De examencommissies voor de vergelijkende wervingsexamens en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau*

Art. 6. De examencommissies voor de vergelijkende wervingsexamens en de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau zijn samengesteld uit :

1° een voorzitter, die de Afgevaardigd bestuurder van SELOR of een ambtenaar-generaal bedoeld in artikel 3, tweede lid, is in het geval dat de Afgevaardigd bestuurder van SELOR hem de organisatie van het vergelijkend examen heeft gedelegeerd overeenkomstig dezelfde bepaling;

2° ten minste twee bijzitters.

De voorzitter en beide bijzitters zijn stemgerechtigd.

De voorzitter van de examencommissie kan plaatsvervangende bijzitters aanwijzen.

Art. 7. De werkende en plaatsvervangende bijzitters van de examencommissies voor de vergelijkende wervingsexamens en voor de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau zijn :

1° voor de graden van niveau 1 : de ambtenaren die titularis zijn van ten minste een graad van rang 10, in dienstactiviteit of in ruste gesteld, of die titularis zijn van de graad van selectieadviseur bij SELOR of de leden van het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van het lange type, in dienstactiviteit of in ruste gesteld;

2° voor de graden van niveau 2+ : de ambtenaren die titularis zijn van ten minste een graad van rang 27, in dienstactiviteit of in ruste gesteld, of de leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs in het algemeen, in dienstactiviteit of in ruste gesteld;

3° voor de graden van niveau 2 : de ambtenaren die titularis zijn van ten minste een graad van rang 22, in dienstactiviteit of in ruste gesteld, of de leden van het onderwijzend personeel van het hoger secundair onderwijs of van het hoger onderwijs van het korte type, in dienstactiviteit of in ruste gesteld;

4° voor de graden van niveau 3 : de ambtenaren die titularis zijn van ten minste een graad van rang 22, in dienstactiviteit of in ruste gesteld of de leden van het onderwijzend personeel van het lager onderwijs of van het lager technisch of beroepssecundair onderwijs, in dienstactiviteit of in ruste gesteld.

De bijzitters bedoeld in het eerste lid moeten ofwel tot de diensten van de Federale Staat, van de Regeringen van de Gemeenschap en het Gewest, van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie behoren, alsook tot deze van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, ofwel tot de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap of tot de onderwijsinrichtingen die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd of erkend.

Bovendien moeten ze zich kunnen beroepen op een dienstanciënniteit van ten minste 6 jaar binnen één of meer van deze diensten of deze inrichtingen.

Art. 8. De kandidaten mogen, voorafgaandelijk aan de organisatie van de proef, kennis nemen van de samenstelling van de examencommissie ten zetel van SELOR en, in voorkomend geval, ten zetel van de overheid aan wie de Afgevaardigd bestuurder van SELOR zijn organiserende bevoegdheid heeft toevertrouwd.

Art. 9. § 1. Voor elk vergelijkend examen kan de voorzitter van de examencommissie de leden ervan verdelen in afdelingen die met de proeven belast worden, rekening houdend met de bijzondere bevoegdheden van die leden. Elke afdeling bevat ten minste twee leden van de examencommissie.

De afdeling kan slechts beslissen en beraadslagen als de voorzitter en ten minste één van de leden van de afdeling die het gedeelte van het vergelijkend examen of de proef hebben afgenomen, aanwezig zijn.

De voorzitter van de examencommissie stelt een huishoudelijk reglement vast.

§ 2. De voorzitter van de examencommissie kan de examencommissie of de afdeling aangewezen overeenkomstig § 1, eerste lid, in groepen van examinatoren onderverdelen.

Om de kandidaten te evalueren moet elke groep ten minste uit twee leden samengesteld zijn.

HOOFDSTUK IV. — *De vergelijkende examens*
Afdeling I. — De vergelijkende examens in het algemeen

Art. 10. De programma's van de vergelijkende examens moeten het mogelijk maken na te gaan of de bekwaamheid van de kandidaten overeenstemt met het niveau van de te verlenen graad.

Art. 11. Elke kandidaat die zich voor een vergelijkend examen inschrijft, krijgt hiervan op zijn aanvraag het reglement.

Art. 12. De vergelijkende examens worden georganiseerd volgens één of meer nadere regels die hierna volgen : mondeling, schriftelijk, met behulp van gestandaardiseerde of computergestuurde vragenlijsten.

Elk vergelijkend examen of elke proef van het vergelijkend examen kan aangevuld worden met of bestaan uit psychotechnische proeven of met één of meer praktische oefeningen.

De psychotechnische proeven worden georganiseerd volgens één of meer nadere regels opgesomd in het eerste lid.

Art. 13. De mondelinge proef wordt in elk geval afgenomen in aanwezigheid van ten minste twee bijzitters, alsook in aanwezigheid van de voorzitter van de examencommissie.

Afdeling II. — De vergelijkende wervingsexamens

Art. 14. § 1. De vergelijkende wervingsexamens die georganiseerd worden met de bedoeling een vooraf bepaald aantal betrekkingen toe te kennen of een vooraf bepaald aantal geslaagde kandidaten tot de stage toe te laten, worden vergelijkende wervingsexamens met inzet genoemd.

De vergelijkende wervingsexamens die georganiseerd worden met de bedoeling een wervingsreserve aan te leggen, worden vergelijkende wervingsexamens met aanlegging van een reserve genoemd.

§ 2. De Afgevaardigd bestuurder van SELOR kondigt elk vergelijkend wervingsexamen aan met een bericht ingevoegd in het *Belgisch Staatsblad*, op de website van SELOR en, bovendien, met elk ander middel van bekendmaking dat hij aangepast vindt.

Het bericht vermeldt ten minste de algemene voorwaarden en, in voorkomend geval, de bijzondere voorwaarden waaraan de kandidaten moeten beantwoorden om vast benoemd te kunnen worden, alsook de datum waaraan de voorwaarden vervuld moeten worden. Gaat het om een vergelijkend wervingsexamen met inzet dan vermeldt het ook het aantal toe te kennen betrekkingen of het aantal stagiairs die in aanmerking kunnen komen.

Het bericht bevat bovendien de vermeldingen voorgeschreven in artikel 19, § 1, eerste en tweede lid.

§ 3. De persoon met een handicap kan zich laten kennen aan SELOR bij zijn inschrijving voor een vergelijkend wervingsexamen. Hij kan bij deze gelegenheid aan SELOR vragen om het voordeel te kunnen genieten van redelijke aanpassingen bij zijn deelneming aan het vergelijkend wervingsexamen.

Voor elk vergelijkend wervingsexamen wordt, naast de lijst van de geslaagden bedoeld in artikel 20, § 2, van dit besluit, een bijzondere lijst opgesteld voor de personen met een handicap die geslaagd zijn. Deze personen worden er enkel in opgenomen op hun aanvraag.

In afwijking van artikel 23, § 2, eerste lid blijven de personen met een handicap die opgenomen zijn in de bijzondere lijst bedoeld in het tweede lid hun rangschikking behouden tijdens vier jaar vanaf de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

De Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd kan, na raadpleging van de Afgevaardigd bestuurder van SELOR, de geldigheidsduur van een bestaande reserve met één jaar verlengen indien de behoeften van de diensten dit rechtvaardigen.

§ 4. Onder de geslaagden voor twee of meer vergelijkende wervingsexamens, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum afgesloten is.

Art. 15. Voor elk vergelijkend examen informeert de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, de Afgevaardigd bestuurder van SELOR over het ambtsprofiel dat overeenstemt met de toe te kennen betrekkingen.

Ofwel is het ambt algemeen ten opzichte van het niveau van de toe te kennen graad, ofwel is het ambt specifiek.

Het ambt is algemeen wanneer het vergelijkend examen open is aan alle kandidaten die aan de minimale voorwaarden beantwoorden om aangeworven te worden in het bedoelde niveau.

Het ambt is specifiek wanneer bijzondere bekwaamheden of kwalificaties vereist worden.

Art. 16. Voor de algemene ambten bepaalt de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, na overleg met de Afgevaardigd bestuurder van SELOR, het programma van het vergelijkend wervingsexamen.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 19, § 1, bevatten de programma's van de vergelijkende examens die voor de algemene ambten opgesteld worden, een enkele proef.

De voor de proef behaalde punten bepalen de rangschikking.

Art. 17. § 1. Voor de specifieke ambten bepaalt de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, na overleg met de Afgevaardigd bestuurder van SELOR :

1° de beschrijving van het ambt voor de toe te kennen betrekking en de vereiste kwalificatie voor de aan te werven ambtenaren;

2° het programma van het vergelijkend wervingsexamen.

Na overleg met de Afgevaardigd bestuurder van SELOR kan de Minister of zijn afgevaardigde bovendien :

1° bijzondere selectievoorwaarden opleggen wanneer het ambtsprofiel het vereist;

2° de diploma's bepalen die toegang geven tot het specifieke ambt waarvoor de proef georganiseerd wordt;

3° voor een bepaalde proef bijzondere voorwaarden voor verworven beroepsvaardigheden opleggen die bestaan in praktische kennis of in de uitoefening van een vorige activiteit wanneer zulke voorwaarden door het ambtsprofiel vereist worden.

§ 2. De oproep tot kandidaten kan de volgende aanvraag bevatten : de bezorging van een curriculum vitae of het terugsturen van een formulier waarbij de te verschaffen inlichtingen bepaald worden in verband met het ambt.

Art. 18. Wanneer in graden van eenzelfde rang of van verschillende rangen aangeworven wordt volgens programma's waarin gedeeltelijk, dezelfde vakken voorkomen, kan de Afgevaardigd bestuurder van SELOR een globaal vergelijkend wervingsexamen organiseren bestaande eensdeels uit de gemeenschappelijke examengedeelten of — vakken voor al die graden, en anderdeels uit de eigen examengedeelten of — vakken voor elk van de betrokken graad.

In dat geval dienen de kandidaten zich slechts éénmaal in te schrijven en vermelden bij hun inschrijving de graad (en) waarnaar zij mededingen.

Wanneer het programma hetzelfde is voor verschillende graden, wordt voor het vergelijkend examen slechts één rangschikking opgemaakt. Wanneer het programma betreffende een bepaald ambt, buiten de gemeenschappelijke vakken, eigen vakken omvat, wordt voor die graad een afzonderlijke rangschikking opgemaakt.

De geslaagden die in verschillende rangschikkingen opgenomen zijn, maken op een benoeming aanspraak op grond van elke rangschikking.

Art. 19. § 1. In overleg met de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid gedelegeerd heeft, kan de Afgevaardigd bestuurder van SELOR, na het afsluiten van de inschrijvingen, wanneer hij van mening is dat het aantal ingeschreven kandidaten het rechtvaardigt, een voorafgaande proef aan het programma van het vergelijkend examen toevoegen.

Dit bericht vermeldt de aard van de voorafgaande proef, het aantal kandidaten die in aanmerking komen voor het vergelijkend examen en, in voorkomend geval, de vak waarop de voorafgaande proef betrekking zal hebben.

Op basis van de resultaten van de voorafgaande proef stelt de examencommissie de lijst op van de kandidaten die in aanmerking komen voor het vergelijkend examen.

Voor de rangschikking van de geslaagden voor het vergelijkend examen wordt geen rekening gehouden met de resultaten behaald voor de voorafgaande proef.

De geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen dat vooraf door SELOR georganiseerd wordt, worden vrijgesteld van de proef bedoeld in het eerste lid, op voorwaarde dat het vereiste diploma waarmee ze zich kandidaat hebben kunnen stellen voor het vergelijkend examen waarvoor ze geslaagd zijn, aan de eis van het diploma beantwoordt om deel te nemen aan het betrokken vergelijkend examen.

§ 2. Voor de vergelijkende examens die georganiseerd moeten worden met toepassing van artikel 17 kan de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, na overleg met de Afgevaardigd bestuurder van SELOR :

1° een beroep doen op de enige geslaagden van een wervingsreserve die voorafgaandelijk aangelegd wordt met toepassing van artikel 16;

2° die oproep beperken tot een zeker aantal geslaagden met inachtneming van de volgorde van de rangschikking.

§ 3. Wanneer de voorwaarden voor de deelneming aan een vergelijkend examen georganiseerd door de bemiddeling van SELOR voor rekening van andere federale of gefedereerde besturen overeenstemmen met deze van vergelijkende examens georganiseerd voor rekening van de Franse Gemeenschap, kan de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, een beroep doen, mits toestemming van deze andere besturen, op de geslaagden van de wervingsreserves ontstaan uit deze vergelijkende examens.

Art. 20. § 1. De Afgevaardigd bestuurder van SELOR bepaalt het aantal punten dat voor het volledig vergelijkend examen, voor ieder examengedeelte en, voor ieder onderdeel wordt toegekend.

Hij stelt eveneens het minimum aantal punten vast dat voor het volledig vergelijkend examen, voor ieder examengedeelte of voor elk vak afzonderlijk of voor iedere vakkengroep wordt vereist.

§ 2. De eindrangschikking van het vergelijkend examen wordt opgesteld in functie van de behaalde punten of het geheel van de punten.

De Afgevaardigd bestuurder van SELOR stelt de lijst van de geslaagden vast in de volgorde van hun rangschikking en zorgt voor de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* tenzij de lijst meegedeeld wordt aan alle kandidaten die aan het vergelijkend examen hebben deelgenomen.

Art. 21. § 1. Na het afsluiten van het proces-verbaal van het vergelijkend wervingsexamen vergewist de Afgevaardigd bestuurder van SELOR zich ervan dat de geslaagden aan de gestelde eisen voldoen en hij verklaart toegelaten zij die daaraan voldoen.

Wanneer de Afgevaardigd bestuurder van SELOR vaststelt dat een kandidaat tijdens een vergelijkend wervingsexamen aan één van de algemene of bijzondere voorwaarden niet voldoet of niet zal kunnen voldoen voor de vereiste toelating tot de graad waarvoor de betrokkene zich kandidaat heeft gesteld, sluit hij deze uit het vergelijkend examen uit en deelt hij hem zijn beslissing mee.

§ 2. De Afgevaardigd bestuurder van SELOR kan toelaten tot een bepaald vergelijkend examen de studenten die het laatste vereiste studiejaar aflegt om het vereiste diploma of studiegetuigschrift te behalen wanneer de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, in overleg met de Afgevaardigd bestuurder van SELOR veronderstelt dat de deelnemers niet voldoende talrijk zullen zijn om kandidaten of geslaagden te hebben.

Wanneer gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid bedoeld in het eerste lid worden ook tot dit vergelijkend examen toegelaten de kandidaten die aan de proef met betrekking tot het voorlaatste jaar hebben voldaan en de kandidaten die verklaren dat ze zich voor de examencommissie van hun Gemeenschap zullen aanmelden voor de proef betreffende het laatste jaar.

De geslaagden van deze vergelijkende examens kunnen slechts hun rangschikking laten gelden met het oog op hun benoeming vanaf de dag wanneer ze aan de Afgevaardigd bestuurder van SELOR het vereiste diploma of studiegetuigschrift zullen hebben voorgelegd.

Art. 22. § 1. Voor elke betrekking die toegekend moet worden door oproep tot de geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen wordt een beroep gedaan op de geslaagden in de volgorde van de rangschikking.

§ 2. De geslaagden mogen hun voorkeur voor een bepaalde dienstaanwijzing te kennen geven. Deze voorkeur wordt in aanmerking genomen naar gelang van de mogelijkheden en volgens de volgorde van hun rangschikking.

De geslaagden die hun voorkeur voor één of meer betrekking(en) te kennen geven, verbinden er zich toe de betrekking die hen toegekend wordt te aanvaarden. Zij die, na deze betrekking te hebben aanvaard die hen toegekend wordt onder deze waarvoor ze hun voorkeur te kennen hebben gegeven, weigeren in dienst te treden, worden van de lijst bedoeld in artikel 20, § 2, tweede lid geschrapt.

De geslaagden die, om de redenen bedoeld in artikel 18, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, uitstel van indiensttreding vragen, verliezen, bij aanvaarding van hun aanvraag, hun rang in de rangschikking.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar beslissen dat een bijkomend onderhoud met elk van de 3 tot 10 eerste geslaagden die over de bekwaamheden beschikken die overeenstemmen met het ambtsprofiel, georganiseerd kan worden, en dit in aanwezigheid van 3 ambtenaren van ten minste rang 10 waaronder de ambtenaar van de bevoegde personeelsdienst en de Afgevaardigd bestuurder van SELOR.

Met de toestemming van de Afgevaardigd bestuurder van SELOR kan het bijkomende onderhoud georganiseerd worden met een groter aantal kandidaten en/of met een keuze van kandidaten volgens het diploma of de verworven ervaring.

Dit bijkomende onderhoud leidt tot een afzonderlijke rangschikking van de geslaagden.

De deelneming aan dit onderhoud is facultatief.

De geslaagden van het vergelijkend examen die niet aan het onderhoud hebben deelgenomen, de geslaagden van dit onderhoud, alsook de kandidaten die aan dit onderhoud hebben deelgenomen maar die niet ervoor geslaagd zijn, behouden de rangschikking waarvan sprake is in § 1.

Indien de gekozen geslaagde na dit bijkomende onderhoud niet de best gerangschikte kandidaat is dan worden de best gerangschikte kandidaten ingelicht over de redenen van de gemaakte keuze.

Art. 23. § 1. Bij vergelijkend wervingsexamen met inzet worden de geslaagden beschouwd als batig gerangschikt te zijn naar mate van de inzet, zoals bedoeld in artikel 14, § 1.

Het aantal geslaagden van het vergelijkend wervingsexamen met inzet kan hoogstens bepaald worden op het dubbele van het aantal betrekkingen die toegekend moeten worden, waarbij de overtallige geslaagden zullen volgens de volgorde van hun rangschikking de eventuele intrekkingen van laureaten opvullen die in aanmerking komen voor de betrekking.

§ 2. De geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen met inzet en de laureaten van een vergelijkend wervingsexamen met aanlegging van een reserve, blijven in de reserve tijdens 2 jaar te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend wervingsexamen.

De Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd kan, na raadpleging van de Afgevaardigd bestuurder van SELOR, de geldigheidsduur van een bestaande reserve met één jaar verlengen wanneer de behoeften van de diensten het rechtvaardigen.

§ 3. Een proces-verbaal wordt na elke proef opgemaakt.

Afdeling III. — De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau

Art. 24. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd op aanvraag van de Minister of, indien hij hen deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, voor de graden die hij aanduidt, op aanvraag van de Secretaris-generaal of van een leidend ambtenaar.

Ze worden ten minste om de twee jaar voor elk niveau georganiseerd.

§ 2. De vergelijkende examens kunnen voor verschillende diensten van de Franse Gemeenschap, geheel of gedeeltelijk, gelijktijdig georganiseerd worden als het examenprogramma het mogelijk maakt.

§ 3. Indien een vergelijkend examen uit een algemeen gedeelte bestaat, zoals bedoeld in de artikelen 28, §§ 2 en 29 en uit één of meer bijzondere gedeelten, zoals bedoeld in de artikelen 28, § 2 en 29, worden de ambtenaren die geslaagd zijn voor het algemeen gedeelte, op hun aanvraag, van dit gedeelte vrijgesteld wanneer ze later opnieuw deelnemen aan een of meer vergelijkende examens georganiseerd voor eenzelfde graad of een graad die overeenstemt met hetzelfde niveau.

§ 4. De ambtenaren die overgedragen worden tijdens de organisatie van een vergelijkend examen, moeten voor verdere verloop van het vergelijkend examen beschouwd worden als deel uitmakend van de dienst van de Franse Gemeenschap waaronder ze ressorteerden op het ogenblik van de inschrijving voor het vergelijkend examen.

Art. 25. De ambtenaren die het minimum van de punten voor elk examen behaald hebben, worden verklaard geslaagd te zijn.

De geslaagden behouden het voordeel van hun goede uitslag zonder beperking in de tijd.

De overgedragen ambtenaren die voldoen aan in hun nieuwe dienst van de Franse Gemeenschap bepaalde benoemingsvoorwaarden, behouden in deze dienst het voordeel van de goede uitslag van het vergelijkend examen of van het examen of van de algemene proef dat georganiseerd werd in hun dienst van herkomst.

Art. 26. De geslaagden worden gerangschikt volgens de behaalde punten.

Art. 27. § 1. De geslaagden worden bevorderd in de volgorde van hun rangschikking tot de graad waarvoor ze zich kandidaat hebben gesteld en worden toegewezen aan een vacante betrekking van deze graad.

Bij gelijkheid van punten wordt voorrang verleend aan de geslaagde die de hoogste anciënniteit telt.

Indien de geslaagden voor verschillende vergelijkende examens naar dezelfde bevordering verlangen, worden ze gerangschikt volgens de volgorde van de datum van de processen-verbaal van de afsluiting van de vergelijkende examens, te beginnen met de oudste datum en, voor elk vergelijkend examen, in de volgorde van hun rangschikking.

§ 2. De ambtenaren die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen alvorens overgedragen te worden of die overgedragen werden tijdens de organisatie van het vergelijkend examen waarvoor ze geslaagd zijn, verliezen voor het vergelijkend examen en ten opzichte van de ambtenaren van hun nieuwe dienst, de voorrang die ze kunnen invoeren overeenkomstig § 1, derde lid; ze worden trouwens onder hen gerangschikt overeenkomstig de bepalingen van datzelfde lid.

Bij overdracht in de zin van deze afdeling wordt verstaan de overdracht van een ambtenaar van een betrekking van één van de personeelsformaties van het Ministerie of van de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren, naar een betrekking die overeenstemt met zijn graad, zijn categorie en zijn kwalificatiegroep van een andere van deze personeelsformaties.

Art. 28. § 1. De vergelijkende examens voor overgang naar niveau 1 bestaan uit een onderhoud uitgaande van een praktijkgeval dat betrekking heeft op het ambt.

Om voor te slagen moeten de kandidaten ten minste 60 % van de punten behalen. De geslaagden worden gerangschikt volgens de behaalde punten.

§ 2. Om toegelaten te worden tot de vergelijkende examens bedoeld in § 1, moeten de kandidaten, onder voorbehoud van de voorwaarden bepaald door hun statuut, in het bezit zijn van vijf brevetten :

- een brevet waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor het gedeelte over de algemene vorming met het oog op de deelneming aan een vergelijkend examen voor overgang naar het niveau 1. De kandidaat die in het bezit is van dit brevet, mag deelnemen aan de gedeelten over bepaalde vakken;

- vier brevetten waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor de gedeelten over de vakken vastgesteld door de dienst van de Franse Gemeenschap waartoe de ambtenaar behoort.

Om een brevet te behalen moeten de kandidaten ten minste 60 % van de punten behalen.

Het voordeel van het behalen van een brevet is definitief verkregen.

§ 3. De proeven met het oog op het behalen van brevetten die de deelneming aan vergelijkende examens voor overgang naar niveau 1 bedoeld in § 1 mogelijk maken, worden ten minste om de twee jaar voor elk vak georganiseerd.

Het onderhoud bedoeld in § 1 wordt ten minste om de twee jaar georganiseerd en kan afzonderlijk van de examens bedoeld in het eerste lid plaatsvinden.

Art. 29. De vergelijkende examens voor overgang naar de graden van niveau 2+ of van niveau 2 bevatten twee gedeelten : een algemeen gedeelte en een bijzonder gedeelte.

Enkel de kandidaten die voor het algemeen gedeelte geslaagd zijn, worden toegelaten tot het bijzonder gedeelte.

Het algemeen gedeelte heeft ten doel de algemene vaardigheden van de ambtenaren te beoordelen.

Het bijzonder gedeelte heeft ten doel het volgende te beoordelen : ofwel de algemene opleiding van de kandidaat, ofwel zijn kennis in bepaalde vakken, ofwel de vaardigheden vereist voor de uitoefening van de functie, ofwel verschillende van deze elementen samen.

Art. 30. Na het afsluiten van de inschrijvingen kan de Minister of de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, in overleg met de Afgevaardigd bestuurder van SELOR, wanneer hij van mening is dat het aantal ingeschreven kandidaten het rechtvaardigt, een voorafgaande proef aan het programma van het vergelijkend examen toevoegen.

Het selectiereglement vermeldt de aard van de voorafgaande proef, het aantal kandidaten die in aanmerking komen voor het vergelijkend examen en, in voorkomend geval, het vak waarop ze betrekking zal hebben.

Op basis van de resultaten van de voorafgaande proef stelt de examencommissie de lijst vast van de kandidaten die in aanmerking komen voor het vergelijkend examen.

Voor de rangschikking van de laureaten van het vergelijkend examen wordt geen rekening gehouden met de resultaten behaald voor de voorafgaande proef.

De kandidaten die zich kunnen beroepen op de goede uitslag van een vergelijkend examen voorafgaand aan een betrekking die op hetzelfde niveau geklasseerd wordt, alsook de ambtenaren bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleidingen tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, zijn vrijgesteld van de bovenvermelde voorafgaande proef.

Art. 31. Voor zover de bepalingen van deze afdeling ervan niet afwijken, zijn de regels ingesteld bij artikel 20 betreffende de vaststelling van de interne organisatie en de nadere regels voor de vergelijkende wervingsexamens, ook van toepassing op de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 32. Artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 betreffende de opleidingen tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wordt vervangen als volgt :

«Art. 7. De statutaire personeelsleden van de niveaus 2+, 2 en 3 die geslaagd zijn voor een transversale of specifieke opleiding waarbij zij een diploma krijgen dat hen toegang verleent, binnen de bestuursseenheid waaronder ze ressorteren, tot de werving in de betrekking waarvoor ze zich kandidaat hebben gesteld voor overgang naar het hogere niveau, worden vrijgesteld, op hun aanvraag, van de volgende proeven van de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau :

- de proeven voor het behalen van de brevetten bedoeld in artikel 28, § 2, tweede streepje, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren waarvoor ze de vrijstelling aanvragen;

- de algemene proef bedoeld in artikel 29 van hetzelfde besluit wanneer deze proef slechts ten doel heeft de algemene opleiding van de kandidaat te beoordelen.

Voor elke proef waarvan ze vrijgesteld zijn met toepassing van het eerste lid, worden de kandidaten geacht het minimale percentage punten te behalen die vereist zijn om ervoor te slagen.

Indien een contractueel personeelslid dat een opleiding bedoeld in het eerste lid gevolgd heeft of volgt, daarna vast benoemd wordt, dan komt hij ook in aanmerking voor de maatregel bedoeld in het eerste lid.»

Art. 33. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een tweede zin toegevoegd, luidend als volgt : «Deze voorwaarde wordt bovendien niet vereist voor de toepassing van artikel 7».

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 34. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel wordt opgeheven.

Art. 35. De vergelijkende wervingsexamens waarvoor een oproep tot kandidaten gemaakt werd vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven geregeld bij de bepalingen die van toepassing zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de toepassing van artikel 19, § 2 worden de wervingsreserves die aangelegd worden met toepassing van deze bepalingen, nochtans geacht wervingsreserves te zijn die aangelegd worden met toepassing van artikel 16.

Art. 36. De brevetten die behaald worden overeenkomstig het ministerieel besluit van 31 juli 1991 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad, worden geacht behaald te zijn op basis van dit besluit.

Art. 37. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel;

2° het ministerieel besluit van 31 juli 1991 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 39. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 maart 2010.

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2010/202192]

Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle Kennisgeving

Erkenning van deskundigen bevoegd in de fysische controle van klasse I, in toepassing van artikel 73 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

De heer ASSELBERGHS, Dirk, wonende te 3360 BIERBEEK-OPVELP, Culostraat 4, wordt erkend als deskundige bevoegd in de fysische controle van klasse I.

De erkenning wordt beperkt :

- a) tot een termijn van zes jaar;
- b) tot de nucleaire installaties onder toezicht van Bel V, het vervoer van splijtstoffen inbegrepen.

De erkenning treedt in werking op 9 oktober 2009.

De heer BARRAS, Pierre, wonende te 1083 GANSHOREN, Van Overbekelaan 94, wordt erkend als deskundige bevoegd in de fysische controle van klasse I.

De erkenning wordt beperkt :

- a) tot een termijn van zes jaar;
- b) tot de nucleaire installaties onder toezicht van Bel V, het vervoer van splijtstoffen inbegrepen.

De erkenning treedt in werking op 9 oktober 2009.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2010/202192]

Agence fédérale de Contrôle nucléaire Notification

Agréments d'experts qualifiés en contrôle physique de classe I, en application de l'article 73 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

M. ASSELBERGHS, Dirk, domicilié à 3360 BIERBEEK-OPVELP, Culostraat 4, est agréé en qualité d'expert qualifié en contrôle physique de classe I.

L'agrément est limité :

- a) à un terme de six ans;
- b) aux installations nucléaires contrôlées par Bel V, y compris le transport de substances fissiles.

L'agrément entre en vigueur le 9 octobre 2009.

M. BARRAS, Pierre, domicilié à 1083 GANSHOREN, avenue Van Overbeke 94, est agréé en qualité d'expert qualifié en contrôle physique de classe I.

L'agrément est limité :

- a) à un terme de six ans;
- b) aux installations nucléaires contrôlées par Bel V, y compris le transport de substances fissiles.

L'agrément entre en vigueur le 9 octobre 2009.